

en renforçant tant au niveau local que central, dans les zones urbaines et rurales le long de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh respectivement :

- Le tissu solidaire et stratégique des organisations de la société civile, qui ont un impact sur les droits humains en étant actif et en dialoguant avec les parties prenantes gouvernementales et les acteurs du secteur privé
- Les dialogues structurés des acteurs de la société civile avec le secteur privé et les parties prenantes gouvernementales qui ont un impact sur les droits humains
- Les acteurs de la société civile engagés dans la promotion et la défense des droits, y compris des droits humains, du genre et des minorités vulnérables, dans le cadre de projets d'infrastructure menés localement, tant dans les zones urbaines que rurales le long de l'axe N'Djamena-Bongor-Moundou-Sarh - pour promouvoir et défendre les droits et DH des citoyens liés aux projets d'électrification et de construction routière. Une attention particulière sera portée aux populations les plus vulnérables -
- Des droits des citoyens et des droits humains, y compris la dimension de genre, dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'infrastructure au niveau local pour une participation, consultation et dialogue effectifs avec les citoyens et la société civile, en accordant une attention particulière aux OSC de la défense des droits des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap. Cela vise à veiller à ce que les droits et les besoins des citoyens, notamment les plus vulnérables, soient pris en compte
- De diminuer l'impunité et améliorer l'accès à la justice au niveau local tant dans les zones urbaines et rurales dans les zones d'intervention. Objectif est de mettre en place des interactions effectives avec les acteurs de la société civile poursuivant les mêmes objectifs (en particulier celles spécialisées dans la défense des droits des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap) afin de renforcer les mécanismes et les approches visant à améliorer un accès plus large et inclusif à la justice de proximité au niveau local - y compris les plus vulnérables.

Dans le cadre de l'OS 2 l'accès au droit d'identité légale sera recherché conformément à l'article 6 de la déclaration universelle sur les droits de l'homme, ainsi que les droits sociaux d'accès aux services sociaux de bases

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Bien que les personnes vivant avec handicap ne font pas partie spécifiquement/distinctement des objectifs du projet, il y aura néanmoins un fort accent sur la lutte contre les formes de discrimination des personnes porteuses d'handicaps dans les actions des OSC, dans les initiatives de gouvernance ou de dialogue politique et dans les actions de renforcement des capacités.

L'action prendra ainsi en compte les questions liées aux droits des personnes en situation d'handicap et en particulier à travers :

- La mise en œuvre de mesures pour garantir la participation des personnes en situation d'handicap aux activités ;
- L'implication des organisations des personnes en situation d'handicap ;
- La mise en œuvre d'initiatives de développement institutionnel ayant comme objet, l'égalité des conditions et de l'accès au leadership dans les OSC et dans l'administration publique déconcentrée
- Un aspect important dans ce cadre sera la focalisation sur l'inclusion des personnes en situation d'handicap dans la mise en œuvre du système de suivi stratégique du programme, dans la mise en œuvre d'échanges stratégiques avec les intervenants dans les actions d'appui à la société civile et dans la mise en œuvre d'une stratégie de communication.

Réduction des inégalités

En termes de réduction des inégalités, l'unité nationale à laquelle aspire le Tchad à l'horizon 2030 est celle où il n'y aura pas de discriminations et d'inégalités sociales et/ou spatiales entre les communautés et les groupes les plus vulnérables. Cependant, 42% des Tchadiens et Tchadiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces populations pauvres se trouvent essentiellement en milieu rural (89%) et vivent de l'agriculture (65% de leur revenus).